Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

327-328 | janvier-mars 2012
327-328

Éditorial

Bernard Roux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3327>

DOI : 10.4000/economierurale.3327

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2012

Pagination : 04

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Bernard Roux, « Éditorial », *Économie rurale* [En ligne], 327-328 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3327> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.3327>

ÉDITORIAL

Économie rurale inaugure l'année 2012 par un numéro double thématique portant sur les questions soulevées par la pratique de la chasse. Fidèle à la ligne éditoriale de la revue, ce numéro réunit des contributions provenant de disciplines diverses mais inscrites dans l'un des champs de recherches que nous privilégions : la gestion des territoires. Des travaux d'économie, de sociologie, d'écologie, de droit contribuent ainsi à enrichir la connaissance d'une activité qui demeure importante dans les milieux ruraux. La responsabilité éditoriale de cette livraison a été assurée par Dominique Vollet qui avait lui-même organisé le colloque de la SFER en 2009 à partir duquel ont été rassemblés les textes publiés ici.

La chasse est une activité notable. Avec 1,3 million de pratiquants (2009) et 80 000 associations, la France est le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de chasseurs, même si, en proportion de la population totale (2,1 %), elle vient loin derrière l'Irlande (8,9 %), la Finlande (5,8 %) ou la Norvège (4,7 %). Activité de loisir qui concerne toutes les catégories sociales, la chasse génère 2,3 milliards de chiffre d'affaires et 23 000 emplois à l'amont et à l'aval de la filière (gardes-chasse, équipements du chasseur, élevages, presse cynégétique, techniciens des fédérations de chasseurs et de l'ONCFS, etc.)

Mais la chasse a aussi ses détracteurs, en particulier les associations de protection de la nature, qui utilisent contre elle des arguments recevant un accueil favorable auprès de certaines couches de la population. Il lui est reproché, entre autres griefs, d'être un « faux » gestionnaire de la faune sauvage, de causer la disparition de certaines espèces, de générer des problèmes d'insécurité (202 accidents de chasse en moyenne par an depuis huit ans), de gêner l'activité touristique (fermeture de gîtes de randonnée pendant la période d'ouverture de la chasse). Même ceux qui ne lui sont pas fondamentalement opposés peuvent avoir à s'en plaindre, notamment en raison de dégâts provoqués par certains animaux sur les récoltes ou les forêts. D'où l'existence de conflits locaux nés de la présence du gibier et des pratiques des chasseurs, même si le nombre de ces derniers est en régression et si les injonctions écologiques sont mieux prises en compte maintenant que par le passé.

*

* *

Quoi qu'il en soit, les acteurs liés à l'activité cynégétique jouent un rôle dans la gestion de l'espace rural, parfois compliquée par ces situations conflictuelles qu'il n'est pas toujours facile de régler dans l'optique d'un équilibre agro-sylvo-cynégétique. C'est tout l'intérêt des articles contenus dans ce numéro que d'aborder les questions posées par la pratique actuelle de la chasse à l'heure du développement durable des territoires. Les questions économiques de la gestion optimale des ressources cynégétiques, l'écologisation des pratiques, l'implication des acteurs dans la gestion de l'espace, les aspects juridiques dans les conflits d'usage, voici autant de thèmes, parmi d'autres, abordés dans ce numéro double que nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs. ■

Bernard Roux

Président du Comité de rédaction